hors service

أيام الغضب

journal anarchiste • 1 mars 2011 • nr. 14 • version francophone

ceci est une évasion →



c'est du feu

et

une bagarre avec les matons





127 bises aux révoltés de partout

Les images des personnes révoltées dans le centre fermé, apparues un peu plus tard sur les écrans, ou celles qui brûlent encore dans les têtes de ceux et celles qui ont tout vécu, m'évoquent un hurlement, long et éraillé et tremblant dans l'air froid de février.

Le 20 janvier, une 50-aine de personnes se sont rassemblés devant le centre fermé 127bis à Steenokkerzeel. Les raisons de ce rassemblement étaient, entre autres, les mauvais traitements infligés par quatre gardiens à un jeune homme au cachot, et le passage à tabac de deux hommes qui avaient tenté de passer au travers d'un grillage, pour trouver leur chemin vers le dehors. Quelques personnes se sont alors mises en grève de la faim, rejoignant d'autres qui la faisaient déjà, appelant les personnes du dehors à réagir.

La plupart d'entre vous est déjà sans doute au courant de ce qui se passa par la suite. À l'intérieur, les gens ont commencé à détruire la prison, à y mettre le feu, à monter sur les toits. En même temps, quelqu'un a réussi à s'évader par delà les grilles, avec l'aide des gens de l'extérieur. Cet événement a sans doute dépassé l'imagination de beaucoup de personnes, présentes ou pas au moment même. Non pas parce qu'un cœur agité ne pourrait pas toujours rêver d'une telle chose, ou parce que ce serait la première fois que cela se passe...Mais plutôt parce que, parfois, le monde marche autrement qu'on ne l'avait pensé ; parce que nous sommes pris d'assaut par l'aspect incontrôlable d'une situation ou seulement parce que, souvent, une révolte a ce drôle d'effet, qui enfonce toutes les portes et les fenêtres, arrachant de ses charnières tout ce qui s'était peut être trop longtemps incrusté ou cloué dans nos têtes.
N'est-il pas vrai que la force et la détermination de toutes ces révoltes, qui s'enchaînent dans une grande partie du monde, nous ont d'une certaine manière estomaqués? Nous voyons leur diffusion, aux joues rouges, et nous ne sentons que trop bien comment nos corps se sont crispés par ces temps de froideur prolongée, combien il peut nous être difficile de marcher vers où ça brûle, et de ne pas trébucher, chancelants, ne pas sachant comment utiliser des jambes aussi raides.

Une révolte comme celle du camp à Steenokkerzeel nous a rappelé comment un certain mélange de rage, d'amour et de courage peut suffire à réduire les distances à bout de bras. Ces distances incarnées par des choses telles que le nationalisme, la religion, la peur et le pouvoir, peuvent sembler parfois infranchissables. Ces moments, où des personnes se dressent pour elles-mêmes ne doivent pas être quelque chose ne pouvant être observé qu'à distance, mais quelque chose que chacun et chacune peut vivre. Aujourd'hui et demain.

edito

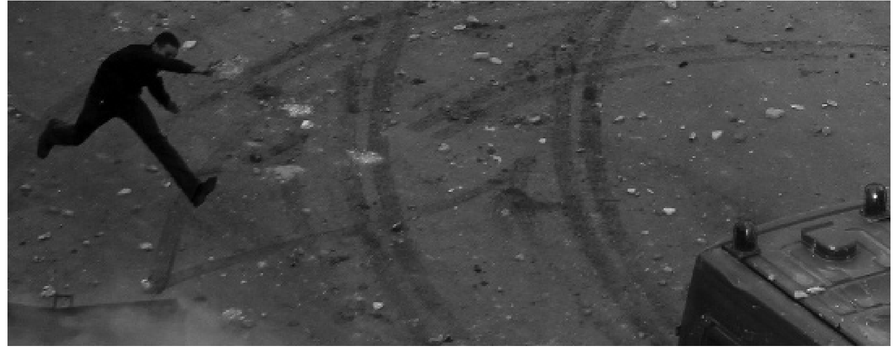
Aujourd'hui, nous apprenons avec joie les infos à propos des soulèvements dans le monde arabe. Comme on le faisait en 2008 lorsque la Grèce s'enflammait après qu'un jeune anarchiste ait été abattu par la police. Comme en 2005, quand des émeutes secouaient les banlieues françaises. Ces insurgés nous donnent le sourire aux lèvres, comme n'importe quelle autre nouvelle à propos de gens qui se révoltent, que ce soit en prison, dans un centre fermé ou dans la rue.

Des gens qui se battent, c'est quelque chose de partout et de toujours. Pourtant, on finit à chaque fois par l'oublier, on oublie qu'il vaut mieux essayer de se battre que de rester prisonnier de sa situation, qu'il est possible de lutter. On l'oublie, parce que l'Etat fout des gens en taule, les déporte ou les assassine. Parce que l'Etat fait de petites concessions pour calmer les gens. Parce qu'on nous fait avaler au quotidien une merde qui dit à quel point il est juste d'obéir. Parce que parfois, nous ne savons plus par où commencer, pour ensuite ne plus rien commencer du tout. Et lorsque cela ne passe plus à la télé, on l'oublie. Mais n'existe-il pas de plus beau sujet pour en parler, n'existe-il pas de nouvelles plus joyeuses à diffuser que celles de gens qui ont choisi de ne plus se laisser faire ?

Nous voulons en parler, parler des gens qui se battent, et parler de notre lutte. Pour que ces histoires puissent inspirer, puissent donner du courage et des idées à tous ceux qui trépignent d'impatience. Pour que, malgré tout, nous puissions continuer à insuffler de la vie dans notre révolte.

Ce n'est pas fini, au contraire!

Le vent de la révolte continue de souffler fort dans le monde arabe et ailleurs





Les soulèvements en Tunisie et en Egypte semblent inspirer les révoltés dans beaucoup d'autres pays. De l'Algérie au Bahreïn, de l'Iran à la Libye, du Yémen à la Syrie, de nombreuses personnes descendent dans la rue, déclenchent des grèves sur les lieux de travail, s'affrontent avec les forces de l'ordre, passent au saccage ou à l'incendie de bâtiments des pouvoirs étatique et économique. C'est un vent de révolte qui souffle à travers ces pays, c'est un vent qui donne du courage, un vent qui porte le message qu'aucun régime, aussi autoritaire soit-il, n'est inattaquable. Qu'aucune misère, aucune oppression n'est jamais à l'abri d'une tempête sociale dévastatrice.

On ne saurait prévoir dans quel sens vont aller ces tempêtes, mais ce qui est sûr, c'est que lors de tels moments insurrectionnels, *tout sort à l'air libre*. Les contradictions éclatent aux yeux de tout le monde, et un régime qui s'effondre montre qu'une oppression mise en déroute peut en cacher une autre. Certains insurgés pensent ainsi peut-être que le salut viendra d'un régime démocratique, même s'il perpétuera à son tour les inégalités sociales et l'exploitation. D'autres estiment que l'heure est venue de brandir les drapeaux nationaux, oubliant que les pauvres n'auront jamais de patrie, ignorant que le nationalisme entraîne toujours des massacres, des camps d'internement pour les « autres », et des guerres sans fin. D'autres encore veulent peut-être instaurer un régime islamique, subordonnant tout le monde à la farouche sharia, asphyxiant toute liberté d'une manière encore plus insidieuse que les régimes autoritaires actuels.

Mais ce n'est pas tout. Car beaucoup de gens s'insurgent tout simplement parce qu'ils en ont marre. Marre d'être opprimés et muselés, marre d'être pauvres et d'être à la merci des patrons, marre de vivre dans des conditions misérables, sans bonheur ni rêve. Ce « *non* » n'est certainement qu'un début ; mais c'est un *non* qui ouvre la voie, peut-être aussi, comme on peut déjà le lire dans certains récits d'insurgés, à des expérimentations d'un tout autre type que la démocratie, la religion, le nationalisme et l'argent. Des expérimentations avec des formes d'*auto-organisation* entre les gens concernés hors de tout Etat, de *solidarité et d'entraide* entre les gens hors de toute exploitation, de *libération* des rôles sociaux figés ou imposés. Voilà ce qui fait peur aux puissants, mais aussi à ceux qui aspirent à le devenir : que les insurgés expérimentent et deviennent conscients du fait *qu'ils n'ont besoin d'aucun puissant*, ancien ou nouveau, corrompu ou « honnête », dictatorial ou « élu ». Que tout pouvoir, tout patron les empêchera toujours de vivre une vie libre, de s'organiser librement entre eux. C'est ce spectre de la liberté, montrant sa beauté et sa possibilité lors de ces moments de révolte, qui fait peur à tous ceux qui veulent conserver ou s'accaparer le pouvoir.

A présent, accueillons à notre tour ce spectre de la liberté, détruisons les frontières mentales entre l'*ici* et le *là-bas* que nous nous sommes construits dans notre tête. Osons crier haut et fort que nous n'avons pas de patrie, que nous ne voulons plus de gouvernement du tout. Qu'on chassera non seulement les ambassadeurs de ces pays arabes en ébullition de leurs villas de Bruxelles, mais qu'on chassera aussi tous les politiciens et tous les patrons de leurs sièges. Et pas pour l'occuper à notre tour, mais pour le détruire pour toujours. Le meilleur soutien, la meilleure solidarité avec les insurgés du monde arabe, c'est de frayer ici le chemin pour la révolte libératrice.

جميلة كابتسامة المتمردين



Les tribunaux en flammes

Durant le soulèvement en Tunisie, 14 tribunaux ont été incendiés par les insurgés. Aussi plusieurs prisons sont encore hors service après des attaques et des mutineries. Le nouvel ordre commence à s'installer en Tunisie, même s'il doit faire face à une résistance tenace dans la rue (les manifestations, les émeutes et les attaques contre les banques, les commissariats, les supermarchés, les administrations continuent tandis que « la nouvelle police » n'hésite pas à tirer sur les émeutiers). Un des premiers soucis du ministre de l'Intérieur est évidemment de restaurer l'appareil répressif. Il « compte pour cela sur l'aide financier et l'assistance de l'Union Européenne », qui ne refusera certainement pas de soutenir un autre Etat cherchant à se donner les moyens pour subjuguer la population. De plus, le ministre a réhabilité tous les juges du régime de Ben Ali, qui ont dès lors repris leurs postes.





Les barricades ouvrent la voie

En Algérie, un des points les plus intenses des émeutes en cours est la ville d'Akbou. L'étincelle a été la décision du préfet de la police de déloger les 495 logements sociaux, occupés depuis début janvier par de nombreuses familles. Ils ne se sont pas laissés faire et on opposé pierres, barricades et cocktails Molotov aux forces de l'ordre. A l'heure actuelle, les logements sont toujours occupés et malgré les appels au calme de la part « des sages de la communauté » les émeutes continuent en se propageant vers plusieurs zones de la ville. Plusieurs banques, un commissariat et l'agence de l'emploi ont été saccagés ou incendiés par les insurgés. Des barricades ont été érigées sur l'importante route RN26A reliant Vgayet et Tizi-Ouzou, bloquant ainsi le trafic économique ; pratique très répandu d'ailleurs aussi dans le reste du pays (Naciria, El Harrouch, Sidi Amar, Bordj Menaïel, Tazmalt). Les barricades donnent presque toujours lieu à des graves affrontements entre les insurgés et les forces de l'ordre ; affrontements qui ensuite continuent dans les quartiers. Ainsi, les insurgés arrivent à enlever le monopole de l'espace aux forces de l'ordre, choisissant leurs champs de bataille eux-mêmes, repoussant le piège d'être pris dans un affrontement centralisé sur un terrain favorable au forces de l'ordre.







Démocratie ou pas, c'est l'heure de la révolte

Dans le sud de l'Iraq, dans différentes villes, des centaines de manifestants sont descendus dans la rue pour protester contre les misérables conditions de vie. Les manifestations sont toutes terminées en affrontements avec les forces de l'ordre de la « jeune démocratie » instaurée après l'invasion des troupes occidentaux. En plus, plusieurs édifices gouvernementaux ont été livrés aux flammes. Depuis quelque temps, la tension vers une lutte sociale (grèves dans les usines, manifestations non-contrôlés ni par l'Etat ni par les islamistes,…) commence à retrouver de la force en Iraq, pays déchiré par une occupation militaire, une démocratie policière et une guerre menée par des islamistes en partie contre l'occupation, mais aussi contre la population iraquienne pour leur imposer l'islamisme. L'Etat a essayé d'acheter les manifestants en colère en leur promettant annuellement un certain montant de watt d'électricité gratuit.





Là où les gens s'insurgent, l'ombre de l'autorité recule



Au Libye, malgré les tentatives du régime de Kadhafi d'étouffer immédiatement et brutalement la révolte, la situation est devenue particulièrement tendue dans les villes de Al-Baïda et de Benghazi. Là, des affrontements armés entre les forces de l'ordre et des insurgés ont fait des dizaines de morts. Aussi, des milices à la solde du régime sont vainement en train d'essayer d'écraser toute tentative de révolte par la terreur. Dans la prison de Benghazi, en parallèle avec les affrontements dans la rue, une mutinerie a éclaté, permettant non seulement de détruire une grande partie de la prison, mais aussi l'évasion d'un grand nombre de prisonniers. Une grande partie de ces prisonniers auraient rejoint les insurgés, passant ensemble à l'incendie de plusieurs bâtiments de la domination, dont l'édifice du procureur-général, une poste de police, quelques banques et les bureaux de la Sûreté. Entretemps, à l'heure de publication de ce numéro, le soulèvement a embrasé tout le pays, opposant une variété d'insurgés armés aux forces de l'ordre et aux milices de Kadhafi.

Un accord ? Non, merci !

Quelques questions à propos du conflit autour de l'accord interprofessionnel

Voilà que surgit un énième accord qui enfoncera les travailleurs toujours plus profondément dans la misère. Aujourd'hui, on le nomme accord interprofessionnel, et demain on lui donnera un autre nom encore. Les syndicats ont appelé à des journées d'action, des milliers de gens sont descendus dans la rue, des piquets de grève ont bloqué l'accès à nombreuses entreprises et zones industrielles. Que veulent tous ces gens-là ? C'est une question sur laquelle je ne vais pas spéculer. Ma question serait plutôt de savoir si un accord quelconque pourra un jour nous être profitable ? Ou bien si des accords de ce genre n'instituent pas plutôt notre misère…

Honnêtement, entendre parler de grèves provoque toujours un sourire en coin sur mon visage. En tout cas lorsqu'elles parviennent à bouleverser un peu la normalité. Rapidement pourtant, je m'attriste en apprenant les revendications des gens qui sont en train de protester : ils restent avec l'illusion qu'un accord puisse être conclu entre les pauvres et les riches, entre les patrons et les travailleurs, entre les gens et l'Etat. Tant que des gens demanderont aux puissants qu'ils fassent des concessions, ou que ceux-ci frappent moins fort (sans jamais rendre les coups eux-mêmes), ils resteront toujours exploités, et la situation ne changera jamais. Tant qu'un mendiant continue de mendier, il reste mendiant.

Aussi, voudrais-je maintenant placer un mot sur les syndicats. Que les gens aient cru autrefois que le salut viendrait de leur côté, on pourrait encore le comprendre dans une certaine mesure. Les syndicats affichaient alors une certaine combativité, et certains objectifs ont même été atteints. Rapidement pourtant, il est quand même devenu clair que la lutte syndicale ne changeait jamais réellement quoi que ce soit, bien au contraire. A présent, leur fonction est même devenue plus que ridicule. Combatifs ? Oublie-le. Ils se comportent comme un amortisseur entre les riches et les pauvres. Ils font en sorte que les riches ne fassent pas de choses « trop » dégueulasses, canalisant toujours le mécontentement et la grogne. En annonçant des journées d'action, ils veulent par exemple s'approprier le pouvoir de décider quand il faut sortir dans la rue, et surtout quand il ne faut pas le faire. Et la plupart du temps, ils y réussissent plutôt bien.

Pour moi, c'est clair ! Il ne peut pas y avoir de paix entre les pauvres et les riches. Tout accord ne fera qu'entériner notre misère, et fera obstacle sur le chemin vers la liberté. Je ne veux pas dénigrer ici tout cri de colère, mais j'espère que les gens capteront vite que s'ils veulent que quelque chose change, ils devront le faire par eux-mêmes. Qu'ils n'abandonneront plus cette colère, qu'ils ne la délégueront plus aux syndicats ou aux partis qui jouent tous les mêmes jeux de pouvoir. Il s'agit à présent de prendre l'initiative en déterminant par soi-même et les moyens, et les méthodes de lutte.

Il ne peut y avoir d'accord avec l'ennemi ! Regardons ce qui s'est passé en France lors du dernier conflit autour des retraites. Grandes manifestations, piquets de grève, une partie du pays paralysée. Et pendant que le conflit était étouffé par les syndicats, l'Etat a simplement mis en place le nouveau système des retraites. C'est une illusion de croire qu'on puisse conclure des compromis. S'il le faut vraiment, ils nous feront même avaler leurs accords de force. Et c'est par la force qu'il faudra alors s'y opposer.



Quelques épisodes du conflit autour de l'accord interprofessionnel

30 janvier • A Charleroi, des grèves paralysent une grande partie du secteur industriel et marchand. Plusieurs supermarchés et zonings industriels sont bloqués par des piquets. A d'autres endroits de Wallonie, quelques grèves dans les entreprises ou des blocages perturbent quelque peu l'économie.

4 février • Lors d'une nouvelle journée d'action, c'est surtout le Centre qui est touché. Toutes les industries autour de Tubize et de Nivelles sont à l'arrêt. Dans d'autres villes wallonnes, des piquets de grèves bloquent l'accès à des supermarchés et à d'autres zonings industriels.

11 février • Une bonne partie de l'économie du bassin industriel de Charleroi est bloquée par des piquets de grève. Pour la première fois depuis le début du conflit, le secteur du bâtiment est aussi touché : beaucoup de chantiers sont à l'arrêt, toutes les grosses centrales à béton sont bloquées. Des piquets de grève empêchent aussi l'accès à nombre de bâtiments administratifs comme le Forem, l'Onem ou le CPAS.

18 février • Une bonne partie de l'activité économique de Liège est paralysée par des grèves et des piquets. Ce sont notamment les ouvriers de la sidérurgie qui s'efforcent de bloquer des accès stratégiques aux zonings industriels. Sinon, 8000 personnes manifestent dans les rues liégeoises. A Verviers aussi, le plus important zoning industriel est bloqué par des piquets de grève, tout comme l'accès à la centrale nucléaire de Tihange, empêchant les travailleurs de rentrer dans la centrale. A Nivelles, une manifestation de 400 personnes se dirige sur l'important axe routier E19 et le bloque pendant un certain temps, avant de déambuler en ville. A Bruxelles, 300 personnes occupent pendant quelques heures une partie du bâtiment de la Fédération des Entrepreneurs Belges (FEB). A Anvers, ils sont 2000 à avoir répondu à l'appel à manifester du syndicat socialiste ; une grève y perturbe aussi les transports en commun.

Une nouvelle base militaire près de Bruxelles



Depuis des années, la ville de Bruxelles héberge le quartier général de l'alliance militaire internationale OTAN. Lorsque la rumeur s'est répandue que l'OTAN n'en pouvait plus de l'insécurité et de la mauvaise infrastructure de Bruxelles, le gouvernement belge a directement mis sur le tapis pas moins de 500 millions d'euros pour la construction d'un nouveau quartier général de plus de 250 000 m². Un cadeau pour cette organisation militaire qui a déjà mené des dizaines de guerres (de l'ex-Yougoslavie à l'Afghanistan) au nom de la démocratie et de la sécurité internationale. L'OTAN, comme toute armée et toute organisation militaire, est une machine qui sème la mort et la dévastation, bombarde des villes, soumet des régions et des populations entières à son contrôle militaire.

Partout dans le monde, on se heurte à l'OTAN. Ses bases militaires ont été construites stratégiquement dans des dizaines de pays ; ses missiles nucléaires se trouvent sur tout le territoire européen (en Belgique, ils se trouvent probablement sur la base de Kleine Brogel ou de Leopoldsburg). Mais l'OTAN se prépare aussi à des tâches plus modernes. Dans des documents récents, elle parle ainsi du développement de nouvelles stratégies et d'unités militaires promptes à intervenir contre les émeutes qui pourraient se développer dans les métropoles européennes. Car tout en haut, ils ont peur du mécontentement qui gagne les couches pauvres de la population européenne.

Que signifierait concrètement ce nouveau quartier général de l'OTAN à Bruxelles, qui se révèle être le plus grand projet immobilier jamais vu à Bruxelles, comme le clament les entreprises de construction, et où travailleront 4500 fonctionnaires, comme s'en vantait le premier ministre ?
Tout d'abord, la militarisation poussée d'une énième partie de Bruxelles, une partie qui serait alors entièrement placée sous régime militaire, et où personne d'entre nous ne pourrait jamais mettre les pieds. Cette militarisation du territoire va évidemment plus loin que le quartier général lui-même : elle implique les quartiers à côté, placés sous vidéosurveillance et exposés aux va-et-vient continus des militaires, en uniforme ou pas.
Deuxièmement, cela signifie un énième pas vers la consolidation de cette organisation militaire dans la ville de Bruxelles. Depuis ses bunkers et ses bureaux, des opérations militaires seront planifiées, organisées et exécutées partout dans le monde.
Troisièmement, cela signifie aussi un nouvel entrelacement, désormais classique, entre des structures « civiles » et « militaires » qui se complèteront les unes les autres : des entreprises qui se feront du fric en construisant ce quartier général de la mort jusqu'aux firmes de restauration qui approvisionneront les militaires ; de l'Etat belge qui accueille l'uniforme comme une protection supplémentaire contre une jungle de Bruxelles difficilement contrôlable, jusqu'à toutes sortes de services secrets qui obtiendront plus de marge de manœuvre grâce à ce nouveau quartier général.

Voilà peut-être quelques raisons de base qui poussent à lutter contre la construction de ce nouveau quartier général. Mais d'autres raisons, plus profondes encore, nous y incitent aussi : nous sommes des adversaires résolus de toutes les guerres que mènent les Etats et les organisations militaires, qui causent des milliers de morts pour défendre les intérêts politiques et économiques des puissances capitalistes. Nous sommes contre toutes les formes de militarisation et de militarisme.

Mais est-ce que le fait que nous sommes contre la guerre signifie pour autant que nous voulons uniquement nous y opposer de manière pacifique ? Bien au contraire ! Il y a une différence du tout au tout entre ceux qui utilisent la violence pour en asservir d'autres, pour opprimer ou pour soumettre, et ceux qui utilisent la violence pour combattre l'asservissement, l'oppression et la soumission. Nous ne sommes donc certainement pas non-violents.

Ceci dit, comment serait-il possible d'attaquer un monstre comme l'OTAN, un monstre armé jusqu'aux dents qui n'hésiterait pas à nous abattre en un clin d'oeil ? Nous pensons qu'il est possible de le faire, mais pas là où ils nous attendent.
Toute structure militaire, comme ce quartier général, est dépendante d'une série de maillons intermédiaires, qui sont beaucoup moins protégés et beaucoup plus vulnérables. Peut-être que le chantier de ce nouveau quartier général est bien surveillé, mais en est-il de même des véhicules, des bureaux et des autres chantiers des entreprises qui le construisent ? Peut-être est-il effectivement peu possible d'aller frapper à la porte des fonctionnaires de l'OTAN, mais ne circulent-ils par hasard pas à travers tout Bruxelles dans des voitures aux plaques d'immatriculation reconnaissables (des chiffres bleus sur fond blanc) ? Peut-être n'est-il pas possible de court-circuiter les ordinateurs à l'intérieur du quartier général qui passe les ordres de guerre, mais n'y a-t-il pas un peu partout des relais militaires, des câbles de transmission de données, des infrastructures du reseau electrique?

La réponse à ces questions-là revient à tous ceux qui veulent s'opposer à la guerre et au militarisme.

De belles phrases lors de la pose de la première pierre

La guerre comme business lucratif

Le premier ministre Leterme – « *Des milliers de gens liés aux institutions internationales vivent, travaillent et consomment à Bruxelles. Au plan économique, ce nouveau quartier général est donc crucial.* »

Un bâtiment plus grand...

Le président de l'OTAN Rasmussen – « *Une OTAN moderne a besoin d'un bâtiment moderne. Le bâtiment actuel n'est plus adapté pour ce que nous voulons faire.* »



Un récit parmi d'autres

Manif devant le centre fermé de Vottem



Nous étions là, une quarantaine devant le centre fermé de Vottem, nos cœurs encore tout chaud des nouvelles de révolte dans le camp à Steenokkerzeel seulement une semaine passée, et de la possibilité d'évasion tellement à portée de la main. Une bande bruyante, déterminée. Des personnes grimpent les grilles, d'autres commencent à taper dessus. On gueule et on gueule, des pétards pètent de partout, des feux d'artifices sont lancés, y en a un qui ne part pas, grosse explosion, ça fait plaisir d'entendre un boom pareil devant un lieu tellement exécrable. Quelques riverains sortent de leurs maisons, le sourire au visage. Après l'incendie à Steenokkerzeel la semaine passée, qui rend inutilisable deux tiers de la prison, quelques émeutiers avaient été transférés à Vottem, entre autres. Des 150 sans papiers qui venaient de se faire violemment expulser d'un lieu occupé à Anderlecht, 10 avaient été enfermés à Vottem, 5 déjà foutus sur l'avion déporteur. On était arrivé un peu après 17h, les enfermés venaient de quitter le préau, et on entendait peu de retour de l'intérieur. Quand des pinces volent par dessus les grilles, on entend des cris de joie. Après une petite demie heure, on part en manif et on passe les matons venus nous regarder en nombre, ils se font insulter de tous les noms. La manif descend et continue direction la Citadelle, aux cris de "Solidarité avec les sans papiers, avec les révoltés", "Brique par brique, mur par mur, détruisons toutes les prisons", "Freedom for all, break that wall". À deux reprises, la route est barrée, dans une tentative de ralentir les quelques voitures de keufs qui nous suivent. Un certain moment, les poulets arrivent du devant, on s'accroche ensemble, on passe le barrage. Ils essayent d'arrêter une compagnonne, on l'arrache. Un flic se prend une bonne baffe dans la gueule. Après le chaos, plusieurs voitures de flics arrivent de partout, quelques personnes sont plaquées au sol, violemment. D'autres sont arrêtés aux alentours.

Peu après, je me retrouve enfermé avec une quinzaine d'autres que les flics ont décidé d'enlever de la rue. Refus de donner la carte d'identité. Refus de leur répondre gentiment. Menottés. Dans le combi, on entend sur leur radio qu'une voiture s'était fait dégrader sur le terrain de la prison, qu'il y a un mouvement dans le centre fermé. On passe pas mal de patrouilles qui se précipitent direction centre. On n'en saurait pas grand chose de plus.

On atterrit dans les cages cellulaires du bureau de police de Herstal, ce petit village qui héberge également l'usine d'armes FN qui envoi ses armes un peu partout dans le monde pour massacrer les révoltés. Pas de bol, quand l'État se remplit les poches avec les gros deals d'armes, elle ne doit pas s'étonner qu'elles soient effectivement utilisées. Hypocrites.

Dans le commissariat, ils forcent certaines d'entre nous de nous habiller totalement, de faire trois flexions. Les fliquettes avaient envie de voir du cul. La même flique qui nous avait humilié profondément lors de la fouille pendant l'arrestation (elle rentre dans notre culotte, frotte nos seins), se fait plaisir une deuxième fois. Une compagnonne commence à gueuler, les autres répondent. Après, ils essayent de prendre des photos, la première qui passe, résiste farouchement. Quatre flics lui sautent dessus, clés de bras, cheveux arrachés. Elle gueule, les autres répondent, tapent les portes des cellules. Elle persiste. Pas de photos. Les flics en ont marre et lâchent l'affaire. Après, il suffit d'un simple 'non', personne se fait prendre en photo. Comme quoi la lutte paie. Après quelques 'non, je refuse', les flics ne peinent même plus à demander des déclarations, même plus de signer les refus de déclaration. Aux alentours de 20h, on est tous relâchés.

Tout continuera. Salutations aux révoltés de Steenokkerzeel, aux révoltés de partout ailleurs, aux compagnons (Olivier, Dan, Ivan) qui sont actuellement enfermés dans une taule parisienne pour leur participation à la lutte contre les centres de rétention, contre tous les enfermements. Leur lutte, comme la nôtre.



Dans chaque numéro de Hors Service, nous reprenons une poignée d'une multitude d'actes de rébellion et de révolte. En général, l'Etat, ses médias et ses journalistes préfèrent ne pas trop ébruiter ces événements ou, plus encore, les déformer, les fausser et les mutiler pour que personne ne puisse s'y reconnaître. L'Etat ne veut inspirer personne dans de *mauvaises intentions* – mais nous si, et voilà la raison de ces colonnes.

Contre la politique d'immigration • Les bureaux du parti CDH (dont fait partie le ministre de l'immigration Wathelet) sont occupés toute une journée par des dizaines de personnes solidaires avec des sans-papiers en grève de la faim. A l'intérieur du bâtiment, les occupants collent des affiches et, sur la façade, ils déploient une banderole. Deux jours plus tard, le ministre Wathelet est « entarté » lors d'une réunion à l'université.

Un décès au cachot • Le détenu Sébastion Ricard est retrouvé pendu au cachot de la prison d'Andenne. Les matons disent qu'il se serait suicidé. Deux jours plus tard, un prisonnier attaque deux matons avec un couteau.

Un homme décédé au commissariat • DMarc Roland (21 ans) meurt dans le commissariat d'Ath. La police dit qu'il s'est étouffé dans sa cellule en prenant une overdose de pilules, mais dans la rue beaucoup de gens disent qu'il a été assassiné par la police. Cette dernière craint des représailles et se lamente dans la presse que beaucoup de gens de la ville sont en train de parler de cocktails molotov et d'armes. Le jour des funérailles, autour de la gare, des dizaines de personnes sont arrêtées préventivement, le maire ayant décrété une interdiction de rassemblement. La situation reste très tendue, la police craint des émeutes.

Tentative d'évasion • Des sans-papiers brisent des vitres pour tenter de s'évader. Malheureusement, les matons arrivent à les choper avant qu'ils n'arrivent à l'enceinte.



Manifestation sauvage •A Molenbeek, une manifestation sauvage de quelques dizaines de personnes a eu lieu en solidarité avec les soulèvements en Afrique du Nord et pour la diffusion de la révolte partout. Des tracts sont diffusés, des slogans sont tagués sur les banques et sur un bureau de la mutualité socialiste qui se trouve sur le trajet, puis, à la fin de la manif, les vitres d'une banque sont cassées. Les manifestants, qui portaient une banderole « Egypte, Tunisie, ici comme ailleurs, vive la révolte », ont lancé des feux d'artifice et des pétards, et allumé quelques fumigènes.



Une visite furieuse • En pleine journée, un homme entre dans le tribunal de Courtrai. A l'intérieur du bâtiment, il jette un cocktail molotov contre la porte du bureau du juge. Le juge arrive à s'échapper par une autre porte, mais les dégâts sont considérables. Deux jours plus tard, un suspect est arrêté (dénoncé par un « ami »). Il déclare avoir agi par « haine de la justice, de la police et de la société. » Par contre, l'homme en question a été policier dans un village pendant des années. Peut-être est-ce un signe que certaines personnes peuvent quand-même changer ?

Cureghem se fait entendre • Un vendredi soir à Anderlecht, un camion Mercedes et un autre véhicule sont incendiés un peu plus loin. Les deux véhicules sont entièrement détruits.

Des pierres pour la sécurité • Des inconnus cassent les vitres d'une voiture de vigiles de la STIB avec des pierres, alors que ceux-ci descendent dans la station Clemenceau. Cela s'est déroulé sous l'œil de la caméra de surveillance de la police, mais depuis des mois cette caméra est hors service. A Saint-Guidon aussi, un véhicule de vigiles est vandalisé.

Manifestation et émeutes au 127bis • Une quarantaine de personnes se rassemblent devant le centre fermé 127bis à Steenokkerzeel. A l'intérieur du centre, des prisonniers sont en grève de la faim. Quelques jours avant, un jeune a été tabassé par des matons. Lors du rassemblent, des émeutes éclatent à l'intérieur du centre. Les prisonniers boutent le feu, montent sur le toit, cassent les vitres et détruisent les infrastructures du centre. Un prisonnier réussit à s'évader. Les émeutes continuent le soir et au final, deux ailes ont été ravagés et évacués. Les prisonniers de ces ailes hors service sont transférés à d'autres centres fermés à Merksplas, Vottem et Bruges.

Aussi chaud à Merksplas • Le lendemain des émeutes à Steenokkerzeel, des gens à l'intérieur du centre fermé à Merksplas essaient d'y bouter le feu. Le police est intervenue à deux reprises, 17 prisonniers sont mis en section disciplinaire.

Chassons les ambassadeurs • Quelques centaines de personnes ont manifesté devant les ambassades marocaines et libyennes à Bruxelles en solidarité avec les soulèvements en cours ; de nombreux charognards-politicards étaient présents, avec leur volonté de réduire les révoltes à des slogans nationalistes ou pour « un régime démocratique ».

Alerte… Alerte ! • Comme c'est facile, un coup de fil... A Liège, tout le centre commercial Médiacité a été évacué suite à une fausse alerte à la bombe. Idem à Charleroi, où le Palais de Justice a dû être évacué suite à une alerte à la bombe.

Il y avait un consulat et maintenant… • A La Hague (Pays-Bas), un dimanche matin, des inconnus ont jeté un cocktail molotov contre l'entrée du consulat libyen. Les dégâts sont limités, mais ce représentant du régime se souviendra que la révolte ne connaît pas de frontières.

Le début d'un procès • Devant le Cour d'Assises, le procès contre trois suspects accusés d'avoir tué une policière lors d'un braquage nocturne en 2007 a commencé. Les braqueurs avaient alors ouvert le feu avec des kalachnikovs sur une patrouille de police. Un autre agent est aussi grièvement blessé. Les trois suspects ont tous été placés pendant des mois et des mois dans les horribles modules d'isolement des prisons de Bruges et de Lantin.

Des tags et encore des tags • La presse dénonce la multitude de graffitis et d'affiches appelant à la solidarité avec la révolte dans les pays arabes, apparus ces derniers temps sur des murs de Louvain.



Old Skool • Deux hommes s'évadent de la prison de Termonde. Ils avaient scié les barreaux de leur cellule et descendent par moyen de draps noués.



Communication de service

Il y a un an, nous avions publié le premier numéro de *Hors Service*. La faim n'est pas encore apaisée, l'envie est toujours vivante pour continuer de distribuer de façon régulière un journal anarchiste dans la rue. Un journal qui veut tout d'abord donner du courage à tous ceux qui veulent essayer de briser leurs chaînes, et qui veut bien aussi tirer dans les jambes des forgeurs de chaînes.

Toutes les occasions peuvent êtres bonnes, et certains prétextes sont à coup sûr un peu plus classiques que d'autres, mais nous voulons saisir notre premier « anniversaire » pour vous inviter à un apéritif… et pour bien réchauffer l'atmosphère d'avance… vous proposer une discussion sur les défis que pose un tel projet, les pièges tendus sur sa route, mais aussi les possibilités qu'il peut nous ouvrir.

Rendez-vous le samedi 19 mars à 18h à Acrata (32 Rue de la Grande Île, Bruxelles)

La STIB fait la grève; la circulation des transports en commun paralysée.

Agression

Hier à Bruxelles, la circulation des métros, des trams et des bus était à l'arrêt. Les haut-parleurs dans les stations nous expliquaient qu'il s'agissait d'un incident de sécurité. Un tram avait-il déraillé ? Etait-ce une panne technique ? Eh bien non. Le soir précédent, un homme avait tout simplement posé une question à un chauffeur qui était en fin de service. Ils se disputent, le chauffeur donne un coup de poing à l'homme, et c'est la bagarre. Ensuite, il existe à la STIB des chiens on ne peut plus rapides pour crier au scandale et au meurtre; et pour entamer une grève. « Nous en avons vraiment marre de ces histoires d'agression, et nous exigeons plus de personnel de sécurité ». Il n'a fallu qu'un petit moment au ministre de la mobilité Brigitte Grouwels, et au bourgmestre bruxellois Freddy Thielemans, pour décider ensemble de la venue de nouveaux agents de sécurité. Ils ont même pensé faire appel à l'armée pour fournir ces contingents. Conclusion : sur la durée, c'est la STIB qui formera ces troupes de choc, et entretemps, ils feront appel à une boîte de sécurité privée pour fournir des muscles dans plusieurs stations. Cela donnerait soi-disant au personnel de la STIB un plus grand sentiment de sécurité. Oui oui, à ceux-là qui répondent vite présent pour faire grève quand il s'agit d'exiger plus de contrôles. La solidarité semble toujours très forte quand il s'agit de mettre d'avantage d'uniformes dans la rue.

Mais soyons sérieux. Parlons un instant de ces fameuses agressions dans le métro. Moi par exemple, et je ne pense pas être le seul, j'y suis très souvent confronté. Je trouve vraiment tout ce système de métro particulièrement agressif. Dernièrement encore, je suis descendu pour entrer dans la gare, et voilà qu'ils avaient mis de nouveaux portiques. J'ai voulu courir derrière une autre personne afin de les franchir, mais je n'ai pas été assez rapide. En deux secondes, j'ai été réduit à de la garniture pour sandwich. J'ai ensuite appris qu'ils avaient encore réduit le temps d'ouverture/fermeture de ces portiques, parce qu'il y avait apparemment trop de gens qui tentaient le coup comme moi. Et comme si cela ne suffisait pas, il y



avait aussi ce douteux personnage en uniforme qui s'est approché de moi, et qui a trouvé utile de venir m'expliquer que ce je venais de tenter là, ce n'était pas possible. L'homme était assez excité… disons même ouvertement agressif. Au final, j'ai quand même réussi à sauter dans le métro. C'est alors que même pas deux arrêts plus tard, une bande est entrée dans la rame et a commencé à embrouiller les gens. Encore quelque chose d'agressif : tout le monde devait présenter un titre de transport, et amendes pour ceux qui n'en avaient pas. Quant à ceux qui n'avaient ni titre de transport ni documents d'identité, ils étaient retenus jusqu'à l'arrivée de la police. Celle-ci est venue les arrêter, et les a peut-être incarcérés dans un centre fermé.

Peut-être qu'il ne sert à rien ici de vous raconter comment ces flics et ces contrôleurs se sont appropriés depuis des lustres les techniques d'agression et d'intimidation pour imposer leur autorité aux gens. Alors, quand une petite partie de ces agressions leur revient dans la tronche... Contrôle, collaboration toujours bien huilée avec la police, arnaque permanente. Voilà bien assez de raisons pour mordre leurs chevilles, pour casser leur machine et pour cracher sur leur autorité…

agenda

• Jeudi 10 mars

Comme la nuit de l'antifascisme, la nuit des libertaires

Des bandes marginaux comme le NSV (organisation flamande d'étudiants nationalistes) répandent ouvertement le fascisme. Le 10 mars, cette bande organise de nouveau une marche à Gand. Mais le fascisme et donc l'oppression est bien plus que ça: c'est la routine quotidienne qui nous rend esclave, c'est le patron qui donne des ordres, c'est l'école qui impose qu'est-ce que c'est la connaissance. C'est le reseau de répression et de contrôle, maintenu par des structures autoritaires. En haut de l'échelle, se trouvent les politiciens, les banques et les entreprises, les juges, aidés par tant de flics et de contrôleurs. A eux le pouvoir légitime; toute forme de protestation contre cette concentration de pouvoir est jugé "criminelle" ou "excessive". De tant de manières, ils essayent de nous diviser, de construire des frontières entre ceux qui vivent la même misère: flamand ou wallon, légal ou illégal, homme ou femme,...

Mais ces frontières fictives ne peuvent pas empêcher qu'il y a quand même des gens qui obstinnent à penser que la solidarité peut faire en sorte de nous libérer ensemble (la liberté pour déterminer soi-même sa vie; pas la liberté du marché libre et des concepts néolibéraux qui en font partie). Voilà pourquoi nous apppelons le 10 mars à se faire entendre, à mettre en évidence que nous sommes pas d'accord avec la paix sociale achetée et imposée. Ce nuit-là, nous attaquerons ce qui nous attaque. Le message sera clair: nous n'avalerons jamais l'autorité.

Viens à Gand ou reste dans ta propre ville; montrons ici et ailleurs qu'aucun autoritaire n'est le bienvenu dans nos vies. Reprenons les rues!

Quelques antifascistes / libertaires.

• Permanences **Acrata -** bibliothèque anarchiste

Chaque mardi de 16h à 19h

Chaque jeudi de 17h à 21h

Chaque samedi de 14h à 18h

32,Rue de la Grande Île, 1000 Bruxelles



voor de nederlandstalige versie:
krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
http://journalhorsservice.blogspot.com

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.